

2 of 403 DOCUMENTS

Agence France Presse -- English

December 27, 1999, Monday

Cote d'Ivoire's new junta pledges political renewal

BYLINE: By Stephane Orjollet**SECTION:** International news**LENGTH:** 684 words

ABIDJAN, Dec 27 (AFP) - Cote d'Ivoire's new junta pledged Monday to put the "house in order", form a national unity government and give an opposition leader wanted by ousted authorities a chance to run in democratic elections.

General Robert Guei, a former chief of staff accused in 1996 of plotting a coup against ousted president Henri Konan Bedie, addressed members of 38 political parties here and urged them to present a list of their most "determined candidates" for cabinet portfolios in a government to be formed next week.

Guei's National Committee of Public Salvation, the military body he formed after toppling Bedie on Christmas Eve, would retain control in four areas: the defense portfolio, to be headed by Guei himself, along with the ministries of security, foreign and internal affairs.

In an hour-long **speech** at Abidjan's army headquarters, Guei's promise to clean up public finances and widen the political arena received resounding applause, not least from members of the opposition Rally of Republicans (RDR).

An arrest warrant for the RDR's leader, Alassane Ouattara, was issued in November by deposed authorities. Seven of the party's senior officials were jailed in October for an anti-government demonstration that turned riotous.

Ouattara, who has been out of the country since September, is due back in Cote d'Ivoire on Wednesday.

Guei, a longtime political foe of Bedie who finally succeeded Sunday in forcing the autocratic ruler into exile, lambasted the former regime for holding on to power for four straight decades.

He condemned Cote d'Ivoire's Democratic Party (PDCI) for pursuing "divisive, hateful and contemptuous politics," and said he planned to "clear the way for Mr Alassane Dramane Ouattara" to run in eventual elections.

Bedie's party claimed that Ouattara, a former prime minister, had forged his identity papers, was not Ivorian but Burkinabe, and was not eligible to contest elections that were slated for October 2000.

"We had to get the ball rolling and help politicians to take the right road," Guei said.

"As soon as we have made sure that the house is in order, and that what we have done has received support from the Ivorian people, we will then pull back and stage free and transparent elections," Guei said.

The general gave no timetable for polls, but claimed he was "not seeking power" for himself.

He justified the overthrow of the democratically elected Bedie and the PDCI government on the grounds that under their leadership "we had become a country of pillagers of public funds and rodents chewing at state coffers."

Members of political parties, while visibly pleased at Guei's **speech**, reserved their comments.

"I must first consult my militants," said Laurent **Gbagbo**, president of the opposition Ivorian Popular Front (FPI).

Nevertheless, **Gbagbo**, who served under Guei in the military in the early 1970s, warmly greeted Cote d'Ivoire's new strongman.

Cote d'Ivoire's new junta pledges political renewal Agence France Presse -- English December 27, 1999, Monday

Henriette Diabate, the RDR's secretary general who was imprisoned in late October, said her impression of Guei's address was "good."

Diabate and other senior RDR officials escaped from Abidjan's sprawling MACA penitentiary when mutineers who had overthrown Bedie opened the doors of the premises on Friday and let them free. The total prison population, estimated at 6,500, also escaped.

The offer to help form a national unity government was also extended to members of the PDCI, some of whose officials attended the meeting. However, no former PDCI ministers were present at Monday's meeting, as several were believed to still held in custody by mutineers.

Bedie's former prime minister, Daniel Kablan Duncan, and his ex-ministers of security and defense followed the ousted president to Lome on Sunday.

The junta said it planned to have wide ranging talks this week with members of civil society, foreign diplomats, unions, religious leaders and traditional chiefs.

Bedie, who fled to Togo on Sunday aboard a French helicopter, paid a visit Monday to Nigeria where he held three hours of talks with President Olusegun Obasanjo.

so/jlr/nb

LOAD-DATE: December 27, 1999

LANGUAGE: ENGLISH

Copyright 1999 Agence France Presse

46 of 702 DOCUMENTS

Le Monde

Le Monde

27 décembre 1999

Henri Konan Bédié n'a pas su gérer l'héritage d'Houphouët-Boigny**AUTEUR:** FRITSCHER FREDERIC**RUBRIQUE:** International**LONGUEUR:** 1270 mots**ENCART:** M. Bédié n'assemble-t-il pas compris l'importance du multipartisme

IL faut se rendre à l'évidence. L'armée ivoirienne est sortie de ses casernes et du rôle strictement républicain qu'elle observait depuis l'indépendance du pays en 1960. Des hommes du rang et des sous-officiers mécontents de leurs conditions de vie humiliés de n'avoir pas été cités par Henri Konan Bédié dans son discours à la nation mercredi 22 décembre furieux de n'avoir pas touché l'intégralité de leur prime de participation à une opération de maintien de la paix des Nations unies en Centrafrique ont envahi les rues d'Abidjan jeudi.

Il a fallu la déclaration radiodiffusée du général Robert Gueï un ancien chef d'état-major devenu ministre pour que de la confusion générale se profile vendredi matin l'éviction d'Henri Konan Bédié qui présidait aux destinées de la Côte d'Ivoire depuis la mort de son prédécesseur Félix Houphouët-Boigny le père de la nation ivoirienne décédé le 7 décembre 1993.

M. Bédié président de l'Assemblée nationale deuxième personnage de l'Etat était alors le successeur constitutionnel de Félix Houphouët-Boigny. Désigné par les textes il était ainsi devenu le deuxième président de la Côte d'Ivoire après une passe d'armes discrète avec Alassane Ouattara le seul premier ministre jamais nommé par le Vieux au cours de son règne. Il héritait d'un pays en phase avec son époque doté d'une presse libre et d'un bilan honorable en matière de défense des droits de l'homme des libertés individuelles et politiques. Achevant le mandat de feu Félix Houphouët-Boigny il s'était présenté lui-même au suffrage des Ivoiriens le 22 octobre 1995 triomphant avec quelque 95 % des voix d'un seul et modeste adversaire Francis Wodé candidat du Parti ivoirien des travailleurs (PIT) une formation de gauche sans moyens.

Les poids lourds de l'opposition notamment le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo et le Rassemblement des républicains (RDR) avaient joué le boycottage actif pour protester contre un code électoral destiné à éliminer de la course à la présidence le seul candidat sérieux Alassane Ouattara en réserve de la scène politique au Fonds monétaire international (FMI) où il pantouflait depuis 1994.

Le scrutin avait été précédé par des manifestations de rue les plus violentes de l'histoire du pays faisant une vingtaine de morts. Pour avoir refusé d'associer l'armée républicaine au maintien de l'ordre pendant la campagne électorale le général Robert Gueï alors chef d'état-major avait été limogé et accusé de manigancer un coup d'Etat avant d'être intégré au gouvernement.

Légitimé par les urnes - sur un score digne des plus beaux jours du parti unique - Henri Konan Bédié n'a pas eu la sagesse de renouer sérieusement le dialogue avec une opposition tentée dès lors de se définir en fonction de pôles régionaux ethniques et religieux ne tenant aucun compte de l'exemple laissé par son prédécesseur. Le Vieux avait réussi là

maintenir la cohésion de la nation ivoirienne; une gageure dans un pays riche de quelque quatre-vingts ethnies chacune avec son dialecte où l'islam venant du Nord s'est progressivement imposé au christianisme et à l'animisme.

STABILITE PERDUE

Il avait fait le choix de l'ouverture sur l'Occident et de liens forts avec l'ancienne puissance coloniale à une époque où nombre de jeunes nations se tournaient vers Moscou. Il avait aussi fait le choix du français comme l'un des dénominations communs nécessaires aux Ivoiriens. Il avait décidé de ne pas constituer d'armée forte et de s'en remettre à la France pour la défense de son propre pays pensant à juste titre éviter le désagrément des coups d'Etat et autres putschs militaires qui ont été la règle au cours des quatre dernières décennies dans cette partie du continent.

Félix Houphouët-Boigny avait assis la réputation de la Côte d'Ivoire sur une stabilité politique et économique reconnue de tous. Après trente ans de parti unique il avait compris qu'il lui faudrait se soumettre à la règle du pluralisme politique induit par la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide. C'est sans états d'âme excessifs qu'il avait instauré le multipartisme dans son pays au premier semestre 1990. Une soixantaine de formations avaient vu le jour dont une douzaine ont toujours une certaine représentativité et quatre une réelle influence.

Henri Konan **Bédié** a dilapidé l'héritage du Vieux. Assuré d'un soutien sans faille de Paris du temps de François Mitterrand comme de Jacques Chirac dont le conseiller pour les affaires africaines n'est autre que Michel Dupuch ambassadeur en Côte d'Ivoire pendant quatorze ans n'a su garantir ni stabilité économique ni stabilité politique. Le pays où la corruption et le détournement d'argent public vont bon train est en délicatesse avec les institutions monétaires internationales qui hier encore le considéraient pourtant comme une référence en Afrique. Abidjan et les grandes villes du pays sont depuis l'été un terrain d'affrontement entre le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI l'ancien parti unique) de M. **Bédié** et l'opposition incarnée aujourd'hui par le Rassemblement des républicains (RDR) le parti d'Alassane Ouattara.

La stature et la réputation de l'ancien premier ministre à tort ou à raison inquiétaient déjà M. **Bédié** et les barons du PDCI en 1995 qui lui avaient fait de mauvais procès en mettant en doute sa nationalité ivoirienne et qui avaient modifié le code électoral pour lui interdire de se présenter à l'élection présidentielle. M.

Bédié et les faucons de son parti ont récidivé cette année. Le retour de M. Ouattara en Côte d'Ivoire en juillet après sa démission du FMI son élection à la tête du RDR le 1er août et l'annonce publique de sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2000 ont semé la panique dans le camp **Bédié** qui de nouveau lui dénie la nationalité ivoirienne.

FIEVRE XENOPHOBE

Le pouvoir lui reproche une ascendance burkinabé et d'avoir exhibé des papiers d'identité ivoirienne d'origine frauduleuse.

Après l'ouverture d'une enquête judiciaire en septembre cette affaire a débouché sur l'émission d'un mandat d'arrêt international par les autorités d'Abidjan.

Auparavant les cadres du RDR avaient été arrêtés au cours d'une manifestation en vertu d'une loi anticasseurs et condamnés à de lourdes peines de prison ferme. Le parti de M. Ouattara machine électorale était décapité.

La polémique sur l'**ivoirité** de l'ancien premier ministre n'est pas à l'honneur de ceux qui l'ont lancée. La Côte d'Ivoire est peuplée pour un tiers d'étrangers notamment de Burkinabés de Guinéens et de Maliens dont la majorité sont musulmans comme M. Ouattara.

L'apparition de ce clivage religieux est d'autant plus inquiétante qu'elle se double d'un clivage régional et que les partis politiques - quoi qu'on en dise - ont des assises ethniques indéniables.

En plaçant l'**ivoirité** au centre du débat politique et au cœur d'une campagne électorale plus d'un an avant le scrutin le clan **Bédié** a exacerbé les ressentiments entre communautés de la précarité grandissante des couches défavorisées de la population.

Les incidents sont nombreux qui mettent aux prises des Ivoiriens de souche et des immigrés mais aussi des Ivoiriens d'origine ethnique différente. L'exode massif de Burkinabés et de Maliens en butte à la colère et à la violence des populations du Sud-Ouest est une récente et cruelle illustration de la poussée xénophobe qui sévit maintenant en Côte d'Ivoire induite par les dernières initiatives politiques du régime. Henri Konan **Bédié** est tombé enfermé dans ses contradictions pour n'avoir pas su jouer le jeu de la modernité de la démocratie et du libéralisme. Il a cru qu'il pouvait gérer la Côte d'Ivoire et ses administrés en vieux chef africain. Un anachronisme fatal à la veille de l'an 2000.

Henri Konan Bédié n'a pas su gérer l'héritage d'Houphouët-Boigny Le Monde 27 décembre 1999

DATE-CHARGEMENT: 24 octobre 2003

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

CODE-REVUE: MONDE

Copyright 1999 Le Monde
All rights reserved